

Les profs se font rares

FORMATION Alors que les naissances sont reparties à la hausse, la réforme des caisses de pension pousse les enseignants âgés à anticiper leur retraite. Et nombre de leurs jeunes collègues quittent le métier.

PAR CHRISTIANE IMSAND

L'évolution de la population n'est pas linéaire. Après une décennie de baisse de 1992 à 2003 (-17%), le nombre des naissances est reparti à la hausse, progressant de 24% en 14 ans. Selon les projections de l'Office fédéral de la statistique, il devrait encore augmenter d'environ 5% d'ici à 2024, avant de se stabiliser à 93 000 naissances par an. Cette situation est un défi pour le secteur de la formation, qui doit assurer un encadrement adéquat à des élèves toujours plus nombreux alors que beaucoup d'enseignants sont proches de la retraite, voire s'apprêtent à l'anticiper en raison de la réforme des caisses de pension publiques à l'œuvre dans de nombreux cantons.



Il devient plus difficile de trouver des remplaçants.

GÉRARD AYMON
PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE LATINE
DES CHEFS D'ÉTABLISSEMENT
DE LA SCOLARITÉ OBLIGATOIRE



Le problème de la relève est plus sensible en Suisse alémanique qu'en Suisse romande. KEYSTONE

Sur le terrain, la situation diffère d'une région à l'autre. «Actuellement, le problème de la relève est plus sensible en Suisse alémanique qu'en Suisse romande», assure Gérard Aymon, président de la Conférence latine des chefs d'établissement de la scolarité obligatoire. «Au niveau du cycle d'orientation, les questionnaires remplis par nos membres montrent surtout des difficul-

tés dans le domaine de l'allemand et de l'enseignement spécialisé. Il devient aussi plus difficile de trouver des remplaçants. Mais ce qui nous inquiète, c'est surtout l'arrivée à la retraite de la génération du baby boom.»

Fribourg et Valais en alerte

En 2017, la proportion des enseignants du degré primaire

agés de plus de 50 ans allait d'environ 25% dans les cantons de Fribourg et Genève à 29% dans le Jura et 31% en Valais, voire plus de 35% à Berne. Dans les cantons de Vaud, on était à 30%, à Neuchâtel 33,5%. «Nous nous attendons à des difficultés de recrutement dans deux à trois ans», indique Gérard Aymon. «Leur ampleur

dépendra du nombre d'enseignants qui prendront une retraite anticipée pour éviter la baisse des rentes due à l'assainissement des caisses de pension publiques.» Samuel Rohrbach, président du syndicat des enseignants romands, souligne que la situation est particulièrement critique dans les cantons de

Fribourg, du Valais et de Genève. «Dans les autres cantons, on ne peut pas parler de pénurie, mais les effectifs sont en flux tendu. Il suffirait d'un impondérable pour que la situation bascule, d'autant que les jeunes enseignants, découragés par les conditions de travail, sont nombreux à quitter le métier après quelques années.»

A Fribourg, l'entrée en vigueur du nouveau plan de prévoyance est en principe prévu pour 2021. «Outre les départs naturels, nous estimons que sur les 606 enseignants de la scolarité obligatoire et du niveau gymnasial en âge de prendre une retraite anticipée en 2019, un bon tiers est susceptible de présenter une démission», indique Marianne Meyer Genilloud, conseillère scientifique à la Direction de l'instruction publique.

Craintes d'une réforme

En Valais, la réforme de la caisse publique pourrait aussi inciter les enseignants proches de la retraite à tirer leur révérence avant les changements qui interviendront le 1er septembre 2020. «Tout dépendra des mesures d'accompagnement qui sont en cours de négociation», note Olivier Solioz, président de la Société pédagogique valaisanne. A Genève, il est difficile d'y voir clair pour l'instant. Le Grand Conseil a mené des discussions houleuses pour recapitaliser la caisse de pré-

Les Suissesses refont des bébés

La hausse du nombre des naissances dans un pays où les femmes ont peu d'enfants (1,5 enfant par femme en moyenne) a de quoi surprendre. Elle s'explique notamment par l'augmentation de la population résidente qui est passée de 7,3 millions de personnes en 2003 à 8,4 millions en 2017. Cela induit forcément davantage de naissances.

«L'immigration n'est pas seule en cause», souligne Raymond Kolly, démographe à l'OFS. «Le taux de fécondité des femmes étrangères est certes plus élevé que celui des Suissesses avec un taux de 1,8 à 1,9 enfant par femme, mais celui des femmes suisses a sensiblement augmenté au cours de cette période. En 2003, leur taux de fécondité s'était effondré à un niveau historiquement bas avec 1,22 enfant par femme. En 2017, il était remonté à 1,4.»

Selon les démographes, la baisse constatée au début des années 2000 était due au report des naissances à un âge toujours plus élevé. Aujourd'hui, les Suissesses attendent d'avoir entre 31 et 32 ans pour se lancer dans la maternité.

voyance de l'Etat. Au point que deux lois incompatibles seront soumises aux électeurs le 19 mai. Elles seront départagées par une question subsidiaire en cas de double oui.

Neuchâtel se dépeuple

Dans les autres cantons romands, les réformes sont soit déjà sous toit (Jura, Neuchâtel), soit repoussées (Vaud). Neuchâtel constitue, cependant, un cas particulier en raison de sa démographie déclinante. «Entre 2008 et 2018, nous avons enregistré une diminution de 877 élèves sur un effectif total d'environ 20 000», indique le chef du Service de l'enseignement obligatoire Jean-Claude Marguet. «Cette situation a permis de fermer quelques classes et donc d'équilibrer l'effet des départs à la retraite, mais la réforme de la caisse de pension entrée en vigueur cette année n'a pas entraîné une vague de départs supplémentaires.» Le président du syndicat autonome des enseignants neuchâtelois Pierre-Alain Porret souligne que d'autres fermetures devraient intervenir cette année du fait non seulement du tassement des effectifs, mais aussi de l'augmentation du nombre d'élèves par classe.

Différentes mesures pour renforcer et élargir la formation

Les cantons sont conscients du problème de relève des enseignants. Les effectifs sont à la hausse dans la plupart des hautes écoles pédagogiques (HEP). «A la rentrée 2018, la HEP Fribourg a admis 110 personnes en formation initiale francophone, soit dix de plus que les années précédentes», indique Marianne Meyer Genilloud. Il est, en outre, envisagé d'augmenter les effectifs de cinquante unités au total les années suivantes.

Le Valais a aussi anticipé en augmentant les effectifs de la HEP. «Une première volée comportant 20 à 25 élèves supplémentaires devrait terminer sa formation pour la rentrée 2020-21», déclare Olivier Solioz. Dans le canton de Vaud, la taille de la population implique un effort d'une tout autre ampleur. «La HEP Vaud compte actuellement 2807 étudiants. Elle doit porter ses effectifs à 3200 étudiants pour répondre aux besoins démographiques de l'école vaudoise d'ici 2021», déclare le directeur de la formation Cyril Petitpierre.

2807

étudiants:
les élèves formés à la HEP Vaud, qui se destinent au métier d'enseignant.

La pénurie d'enseignants a aussi conduit, en 2012, la Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP) à encourager les reconversions professionnelles dans l'enseignement. Le canton de Vaud s'est montré actif dans ce domaine. «Actuellement, nous avons 481 étudiants âgés de plus de 35 ans», indique Cyril Petitpierre. Christophe Fovanna, 60 ans, est l'un de ces enseignants formés sur le tard. Diplômé en 2017, il salue la démarche, mais il conserve le souvenir d'un marathon épuisant et infantilisant qui ne tenait pas compte de son parcours personnel. «Après avoir obtenu ma licence en lettres à l'Université de Lausanne, j'ai travaillé pendant dix ans dans des écoles privées», raconte-t-il. «Je me suis ensuite consacré pendant 18 ans à une carrière de journaliste qui s'est interrompue pour des raisons économiques.»

Et d'ajouter: «Après deux ans de chômage, j'ai profité d'une opportunité d'engagement dans une classe d'accueil destinée aux enfants immigrés. J'ai travaillé pendant quatre ans à la satisfaction générale

puis on m'a imposé une formation pédagogique, faute de quoi mon emploi ne serait pas renouvelé. J'ai fait la HEP en trois ans tout en travaillant à 80%, sans que l'on tienne compte de mes trente ans d'expérience professionnelle.»

Sa requête d'une plus grande souplesse n'est, cependant, pas dans l'air du temps. Pour le président du Syndicat des enseignants romands Samuel Rohrbach, il n'est pas question d'ouvrir la porte à une formation au rabais pour répondre à la pénurie, comme cela se voit en Suisse alémanique.

«Nous estimons, au contraire, qu'il faut maintenir un haut niveau de formation à tous les niveaux, voire la renforcer pour l'adapter à la complexification croissante du métier. La durée de la formation est de trois ans dans le primaire alors que les pays voisins forment leurs enseignants en quatre à cinq ans. On pourrait, par exemple, prévoir un cursus couplant une formation de trois ans en HEP et deux ans en emploi.»

Réponse de Jean-Claude Marguet: «Une formation de base solide est certes importante, mais si l'on veut que les enseignants puissent répondre aux défis des décennies à venir, il faut surtout développer la formation continue.»